

« Pas de sensiblerie, ou bien ce sera la catastrophe sociale » Document

Number 313, Fall 2016

Séduits par la droite

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83385ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(2016). « Pas de sensiblerie, ou bien ce sera la catastrophe sociale » : document.
Liberté, (313), 26–27.

DOCUMENT

« Pas de sensiblerie, ou bien ce sera la catastrophe sociale! »

PROFESSEURE à l'Université libre de Bruxelles, héritière de Gilles Deleuze et de la pensée pragmatiste, notamment celle d'Alfred North Whitehead, **Isabelle Stengers** est une figure majeure de la philosophie contemporaine. Spécialiste de l'histoire et de l'industrie du médicament, **Philippe Pignarre** est l'éditeur des *Empêcheurs de penser en rond*. *La sorcellerie capitaliste*, qu'ils ont co-écrit, prend acte de l'impuissance frappant les postures coutumières de la gauche – mobilisation, critique, indignation – en vue de la surmonter. Proposant de considérer le capitalisme comme un système sorcier, leur ouvrage s'attache ainsi aux prises par lesquelles il opère et aux vulnérabilités qu'on leur présente, et dont l'enjeu est, littéralement, la capture de nos âmes. Dans l'extrait suivant, Stengers et Pignarre abordent la notion d'« alternative infernale », qui caractérise la manière dont les termes du capitalisme nous sont imposés et la façon dont il dépolitise la vie collective. **L**

REPRENNONS ce qui arrive tous les jours. Ah! Ah! Vous êtes coincés, ricanent les journalistes lorsqu'ils interrogent celles et ceux qui réfléchissent à des mesures politiques anticapitalistes ou qui tout simplement se battent contre une fermeture d'entreprise, un plan de licenciement ou demandent une amélioration des conditions de travail et de rémunération. Vous voulez augmenter les salaires? Vous voulez renforcer la législation protégeant les salariés contre les licenciements? Mais vous allez provoquer la fermeture des usines, accélérer les délocalisations et mettre les gens au chômage!

Quel que soit l'endroit où vous tentez de remettre en cause l'exploitation ou la détresse sociale, on vous oppose les effets qu'induirait automatiquement les mesures que vous proposez. La possibilité de délocaliser des productions d'un pays où la main-d'œuvre est plus chère et mieux protégée vers un pays moins exigeant revient en permanence dans les arguments des hommes politiques – et des journalistes qui leur emboîtent le pas. Quant au fait que l'Europe se soit unifiée en ne créant de socle commun obligatoire et contraignant pour tous les pays que pour ce qui concerne le respect de la propriété privée, la libre circulation des marchandises, l'élimination des obstacles à la concurrence, le droit des brevets, etc., et ait totalement refusé de s'unifier en créant des contraintes sur les minima salariaux et les droits sociaux en général, ce serait une preuve de « réalisme ». Il faudrait cesser de rêver. Les droits sociaux dans un pays ne devraient plus dépendre de l'histoire de ce pays, des luttes qui y ont été menées et des compromis passés : ils dépendent des contraintes mondiales.

Corrélativement, la nouvelle tâche des responsables politiques ne serait plus de faire de la politique dans le pays où ils sont et face à un monde aux histoires divergentes. Ils (et elles) devraient expliquer pédagogiquement aux électeurs les contraintes auxquelles « nous » sommes

tous soumis du fait de la « mondialisation ». Ils devraient expliquer qu'il n'y a rien à faire contre ces contraintes, car tenter de les contrecarrer aggraverait encore la situation. Il faudrait donc accepter l'incontournable : s'adapter à la situation de guerre économique perpétuelle qui est devenue le seul horizon.

« Je vais vous expliquer les contraintes inexorables auxquelles notre action est soumise. » On aura reconnu le style pédagogique qui prévaut en France depuis que le gouvernement Mitterrand a fait le choix, en 1983, de l'austérité et de la modernisation (mort aux canards boiteux, vive notre amie l'entreprise citoyenne). Mais la dénonciation générale de ces contraintes, dans le but d'« ouvrir les yeux » des victimes, constitue également une entreprise pédagogique. Ce à quoi nous avons affaire réduit de la sorte en discours pédagogiques toute possibilité de faire de la politique.

C'est ainsi que le capitalisme se présente à nous. Non pas certes aux travailleurs surexploités des *maquiladoras*, aux femmes ou aux enfants du Sud fabriquant à la chaîne ce que nous, au Nord, pouvons acheter pour « trois fois rien ». Mais à nous qui sommes héritiers d'une histoire de luttes politiques et syndicales ayant abouti à la création d'États censés garantir la « paix sociale ». Nous nommerons « alternatives infernales » l'ensemble de ces situations qui ne semblent laisser d'autres choix que la résignation ou une dénonciation qui sonne un peu creux, comme marquée d'impuissance, parce qu'elle ne donne aucune prise, parce qu'elle revient toujours au même : c'est tout le système qui devrait être détruit.

De telles alternatives, nous les retrouvons désormais partout. Adapter, « réformer », la Sécurité sociale est devenu une ardente obligation. Des sacrifices sont nécessaires, ou bien les retraites ne seront plus assurées ! Ou bien le déficit de l'assurance maladie-invalidité deviendra un gouffre ! Accepter est devenu un impératif. L'Europe doit accepter les OGM, ou bien elle perdra sa compétitivité au niveau mondial, ou bien les chercheurs iront faire marcher leur cerveau ailleurs ! Il faut accepter de maintenir à distance les immigrés illégaux par tous les moyens – pas de sensiblerie, ou bien ce sera la catastrophe sociale, l'écroulement de nos systèmes de protection sociale, la montée

de l'extrême droite ! On en passe, chacun peut en ajouter, car la liste est interminable. Même le « voile islamique », le désormais célèbre voile, est devenu matière au « il faut bien » qui signale une alternative infernale.

L'un des signes de la puissance des alternatives est que nous nous sommes habitués à considérer comme une fin en soi l'idéal, de fait méritocratique, de l'« égalité des chances ». « Si tu ne profites de ta chance, ne viens pas te plaindre, tu auras mérité ce qui t'arrivera ... » Ailleurs, même l'eau, privatisée, doit désormais se mériter. Sur notre « navire spatial Terre » aux ressources limitées, pas de pitié pour les plaisantins, les rebelles, les mutins – et, s'il y a pénurie, pas de pitié pour les bouches inutiles et les faibles. Les surnuméraires... Et tous ceux qui sont nés depuis les années 1970 l'ont bien compris, à l'école et ailleurs : ne pas être défini comme surnuméraire, cela se mérite.

« Il était un petit navire... », dit la chanson, et à la fin, alors que le petit mousse va être mangé (il faut bien, sans quoi tout le monde meurt de faim), il y a un grand miracle : la Vierge répond à la prière du petit mousse et des poissons par milliers sautent dans le bateau, « ohé, ohé... ». Nous n'attendons pas ce genre de miracle, et nous considérons que chaque fois qu'une lutte anticapitaliste ne trouve, en réponse à une alternative infernale, que la riposte d'une dénonciation générale, elle fait un peu comme le petit mousse, invoquant la puissance transcendante du grand mouvement de lutte qui ferait disparaître l'alternative. Il y a là une dangereuse économie de pensée et d'analyse, faisant l'impasse sur ce qui pourrait mettre aux prises avec la machine qui fabrique de telles alternatives et les étend à la planète entière. Et une très mauvaise façon de faire de la politique ; car en attendant « la Vierge », on se borne à dénoncer et, souvent, à revendiquer de l'État qu'il intervienne et transforme la donne – comme s'il n'était pour rien dans l'impuissance de pensée et d'invention dont témoignent d'abord ces alternatives. L

♦ Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte, 2005, p. 38-41